

## forum de l'autogestion

# La Roche-sur-Yon les lendemains d'un bon accord

Par l'information et la diffusion du pouvoir, on a franchi les premiers pas sur le long chemin de l'autogestion.

D'un village de quelques centaines d'âmes, Napoléon fit une ville de garnison, pacifia la Vendée — tâche d'autant plus aisée que le catholicisme millénaire et le despotisme obscur, en ce pays de chouannerie, se portaient merveilleusement bien sous l'Empire. Devenue préfecture, la ville fut, depuis, et sans discontinuité jusqu'à mars 1977, administrée par les notables.

Autour de l'immense place Napoléon qui succède aux casernements, mairie et palais de justice, dans le plus pur et le plus laid néoclassicisme du XIX<sup>e</sup> siècle, donnent l'aspect d'une ville sans âme ni chaleur ; les faubourgs partent à l'assaut des campagnes et avalent les villages tandis que les hectares nus de la grand-place donnent au centre un visage à la transparence glaciale.

La gauche (18 PS, 10 PC, 6 autogestionnaires) doit en grande partie sa victoire de mars 77 à un contrat municipal fondé prioritairement sur la démocratisation de la vie communale. Par démocratisation, on n'entendait nullement donner la mairie à des démocrates qui prendraient nécessairement de bonnes décisions, mais bien « *diffuser le pouvoir* ». Grâce à des assemblées de quartier suscitées soit par la municipalité, soit par des associations rassemblant tous ceux qui y vivent et y travaillent.

La clé de voute de ces propositions ? L'information. L'adjoint PSU J.-F. Morineau en est responsable. On crée un service municipal à cet effet. Sa fonction ? « *Informer et former, c'est-à-dire donner aux citoyens et aux élus tous les moyens et les éléments — y compris contradictoires —, pour juger l'action de la municipalité en toute autonomie pour peser effectivement sur ses choix.* » Le service fonctionne dans les deux sens : renseigner la population en ouvrant tous les dossiers, faire connaître toutes les critiques, toutes les contributions venant des Yonnais et de leurs organisations, sans exception.

Cette information, il faut la multiplier, innover sans cesse (pourquoi pas placarder sur les bus, proposait un camarade). Elle s'insinue partout, en plus du bulletin municipal : *Domaine public*. Celui-ci est ouvert à tous. Cela ne s'est pas fait sans heurt. Le PCF ne voyait pas d'inconvénients à ce que « *la droite* » s'exprime aussi, mais « *les gauchistes* »... pas question ! Les élus autogestionnaires ont refusé toute censure. La discussion fut si vive que le groupe socialiste se cassa, donnant la majorité aux partisans de la liberté pour tous.

Un an après, 17 commissions fonctionnent suivant le même schéma : comptes-rendus largement diffusés, ouverture, définition du travail en commun, information dans tous les sens à la disposition de tous. Derrière ces aspects favorables, des difficultés bien sûr : for-

mation inégale des participants, absence de certaines catégories socio-professionnelles, militants peu familiarisés avec les problèmes de gestion. La mise en place d'une structure, chacun le sait, n'est pas en soi la solution définitive à toutes les sujétions héritées du passé ; il faut se préparer à une bataille permanente : celle de l'enrichissement des rapports sociaux dans une société devenue indigente à cet égard.

La commission « *urbanisme* » a formulé ainsi un certain nombre de propositions. Il faut faire plus : concerner une fraction plus vaste de la population en multipliant les rencontres. C'est le but de la quinzaine de l'urbanisme : préciser les priorités, vulgariser les problèmes. Un numéro spécial du bulletin municipal y est consacré.

Six réunions de quartiers sur le POS (Plan d'occupation des sols) sont prévues, une exposition tournante est réalisée. Un débat permanent se tient avec les architectes à l'ancien palais de justice, autour des avant-projets du contrat « *ville moyenne* ».

Qu'on n'attende pas de décisions spectaculaires ou définitives de cette quinzaine de l'urbanisme ! Il s'agit d'offrir la possibilité de comprendre, donc de choisir. Or, la consultation populaire a précisé une orientation : l'équipement des quartiers passe avant la revitalisation du centre-ville.

Ainsi pour le quartier pauvre des Forges où un comité concentre depuis 1976 son action autour du seul espace vert encore préservé : le terrain Durand. Durand, c'est un sénateur de la majorité ; il aimerait vendre son terrain à quelque promoteur... Reçu par le préfet, le comité apprend que le permis de construire un centre commercial a été signé... la veille.

Les élus autogestionnaires et les habitants posent alors le problème en séance plénière du conseil municipal ; quelques jours plus tard, la population est dans la rue. Des centaines de manifestants avec le soutien des élus autogestionnaires — l'un d'eux anime la lutte depuis le



premier jour. On veut garder l'espace vert, on réclame une déclaration d'utilité publique. La municipalité doit se hâter, rencontrer les gens, ouvrir les dossiers... Finalement, le béton paraît vaincu. Le conseil municipal décide de « *prendre tous les moyens pour que soit acquis l'ensemble du terrain.* » Victoire du quartier, victoire des habitants, sans doute. Preuve que la mobilisation populaire est aussi la garantie d'application d'un programme.

La politique de l'information, la diffusion du pouvoir dans les commissions, l'organisation des quartiers doivent beaucoup aux militants autogestionnaires. Ceux du conseil municipal... et les autres. Ils sont six au conseil à côté de dix-huit socialistes et dix communistes, mais quarante à cinquante à l'extérieur. Le PSU y joue un rôle important ; des années de travail commun ont habitué

les militants d'associations à rechercher son concours chaque fois que l'exigence de contrôle populaire éclairait les conflits.

Avant l'échéance électorale, *la Commune*, périodique du groupe fixait les objectifs : « *Faire de la commune le lieu de l'apprentissage des responsabilités, du contrôle, de la démocratisation directe, le point de départ de la conquête des pouvoirs et l'un des éléments de base de la construction d'une société socialiste autogestionnaire.* » Sur le long chemin, on a fait les premiers pas...

**De notre envoyé spécial  
Christophe WARGNY ■**